

CHRISTIAN ECKERT SECRETAIRE D'ETAT CHARGE DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS AUPRES DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Communiqué de presse

Communiqué de presse

www.economie.gouv.fr

Paris, le 7 février 2017 N°191

SITUATION MENSUELLE BUDGÉTAIRE AU 31 DECEMBRE 2016

Solde

Le solde général d'exécution au 31 décembre 2016 s'établit à -68,98 Md€ contre -70,5 Md€ à fin décembre 2015, soit une amélioration de 1,5 Md€.

Ce déficit budgétaire est conforme aux résultats provisoires communiqués le 17 janvier et s'inscrit donc en amélioration de 3,3 Md€ par rapport à la loi de finances initiale pour 2016 (-72,3 Md€) et de 1,0 Md€ par rapport à la loi de finances rectificative pour 2016 (-69,9 Md€).

Dépenses

A fin décembre 2016, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes) atteignent 376,2 Md€, en baisse de 0,5 % à périmètre constant par rapport à fin décembre 2015.

Sur le champ de la norme de dépenses hors charge de la dette et pensions, les dépenses s'élèvent à 294,8 Md€, soit 0,4 milliard d'euros en dessous de l'objectif ambitieux que nous nous étions fixé (295,2 Md€). Elles sont en baisse de 2,8 Md€ à format constant par rapport à l'exécution 2015, et affichent une baisse de 6,3 Md€ entre 2012 et 2016.

La charge de la dette est en baisse par rapport à 2015 (-0,7 Md€), compte tenu notamment du faible niveau des taux d'intérêt.

Recettes

Au 31 décembre 2016, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 304,0 Md€ contre 299,7 Md€ à fin décembre 2015.

Les recettes fiscales nettes sont en hausse de 4,0 Md€ par rapport au 31 décembre 2015, alors même que les classes moyennes ont bénéficié, en 2016, d'une baisse d'impôt sur le revenu de 3 Md€.

Les recettes de TVA et de TICPE sont en hausse par rapport à fin décembre 2015 (respectivement de 2,7 Md€ et 2,1 Md€), en légère plus-value par rapport aux prévisions présentées dans la LFR pour 2016. L'impôt sur le revenu à fin décembre 2016 est en augmentation de 2,4 Md€ par rapport à fin décembre 2015. Cette hausse est essentiellement concentrée sur les remboursements et dégrèvements, suite au remplacement de la prime pour l'emploi par la prime d'activité.

La diminution de l'impôt sur les sociétés (-3,6 Md€) s'explique principalement par l'impact des mesures nouvelles, en particulier la suppression de la contribution additionnelle à l'IS.





Enfin, les autres recettes fiscales nettes sont en hausse de 0,3 Md€. La hausse des recettes liée à la réforme de la contribution au service public de l'électricité (CSPE), dont une partie des recettes est désormais reversée au budget général, est en effet partiellement compensée par l'effet de divers exonérations et dégrèvements d'impôts locaux.

A fin décembre 2016, les recettes non fiscales sont en augmentation de 1,9 Md€ par rapport à 2015.

Cette évolution s'explique par une hausse des produits divers (+2,4 Md€), en raison notamment de reversement de la Compagnie française du commerce extérieur (COFACE) au titre des procédures de soutien à l'exportation gérées pour le compte de l'État ainsi qu'une hausse des produits du domaine de l'Etat (+1,4 Md€), du fait des versements qui ont eu lieu suite au processus de vente aux enchères aux opérateurs de télécommunication de la bande de fréquences 694-790 MHz dite « bande 700 MHz ».

Ces hausses sont partiellement compensées par une baisse des dividendes et recettes assimilées (-1,4 Md€), essentiellement du fait du versement sous forme de titres de certains dividendes et par une baisse des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (-0,6 Md€).

Comptes spéciaux Le solde des comptes spéciaux s'établit à 6,8 Md€ à fin décembre 2016 contre 1,6 Md€ à fin décembre 2015. Cet écart s'explique par le remboursement d'une créance de l'Agence française de développement (AFD) de 2,4 Md€ sur le compte de concours financier « Prêts à des Etats étrangers », cette opération étant globalement neutre sur le solde de l'Etat. Déduction faite de cette opération, le solde des comptes spéciaux reste positif, à 4,4 Md€, en raison notamment du solde du compte d'avances aux collectivités territoriales supérieur de 1,3 Md€ au niveau de l'an dernier et d'une augmentation du solde du compte retraçant les participations financières de l'Etat de 1,2 Md€.

NB: les données de l'exécution à fin 2016 correspondent à la situation provisoire arrêtée au 20 janvier 2016. Les résultats définitifs seront connus courant mars 2017 et détaillés dans le projet de loi de règlement.

Contact presse: Cabinet de Christian ECKERT: 01 53 18 45 04



La situation du budget de l'État

Au 31 décembre 2016

Adresses Internet: http://www.economie.gouv.fr/situation-mensuelle-budgetaire-au-31-décembre-2016

Ou: http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/documentation-budgetaire/la-situation-mensuelle-du-budget-de-letat.html

Solde Le solde général d'exécution au 31 décembre 2016 s'établit à -68,98 Md€ contre -70,5 Md€ à fin décembre

2015.

Dépenses A fin décembre 2016, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes, hors fonds de concours

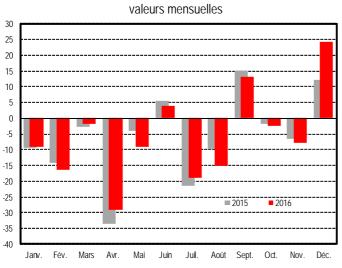
rattachés) atteignent 376,2 Md€ en baisse de 0,5 % à périmètre constant par rapport à fin décembre 2015.

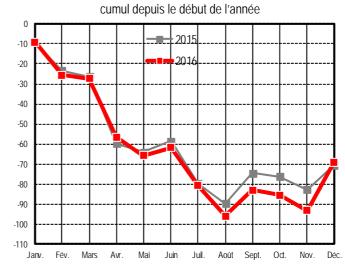
Recettes Au 31 décembre 2016, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements)

s'établissent à 304,0 Md€ contre 299,7 Md€ à fin décembre 2015.

en millions d'euros	2014	2015	Nivea	déc. 16 /		
			2014	2015	2016	déc. 15
Solde du budget général	-85 710	-72 149	-85 710	-72 149	-75 799	
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	377 656	371 805	377 656	371 805	379 818	2,2%
Recettes (nettes des remboursements et dégrèvements)	291 946	299 656	291 946	299 656	304 019	1,5%
Solde des comptes spéciaux	155	1 624	155	1 624	6 819	
dont avances aux collectivités territoriales	838	74	838	74	1 381	
Solde général d'exécution (hors budgets annexes)	-85 555	-70 524	-85 555	-70 524	-68 979	

Solde d'exécution (en milliards d'euros)



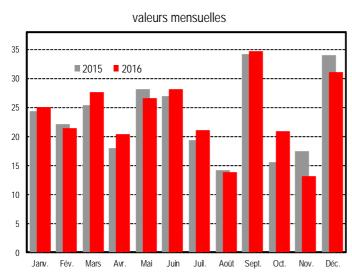


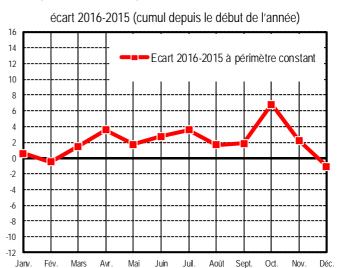
Recettes (nettes des remboursements & dégrèvements)

	Exécution	LFI 2016	Niveaux a la fin decembre			ns à la fin embre	
en millions d'euros	2015	2016	2015	2016	Périmètre courant	Périmètre constant	
Recettes fiscales - nettes (1)	280 132	287 861	280 132	284 097	1,4%	-0,4%	
Impôt sur le revenu – net (2)	69 327	72 143	69 327	71 751	3,5%	0,4%	
Impôt sur les sociétés – net (1) (3)	33 549	32 843	33 549	29 990	-10,6%	-10,6%	
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	13 774	15 854	13 774	15 878	15,3%	15,3%	
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – nette (1)	141 786	144 616	141 786	144 439	1,9%	1,3%	
Autres recettes fiscales – nettes (1)	21 696	22 405	21 696	22 039	1,6%	-7,6%	
Recettes non fiscales	14 412	15 648	14 412	16 291	13,0%	12,7%	
Recettes du budget général (hors fonds de concours)	294 544	303 509	294 544	300 387	2,0%	0,3%	
Fonds de concours	5 113	3 571	5 113	3 632	-29,0%	-29,0%	
Recettes du budget général (yc fonds de concours)	299 656	307 079	299 656	304 019	1,5%	-0,2%	

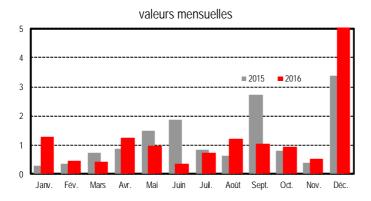
⁽¹⁾ Recettes nettes des remboursements et des dégrèvements ; (2) Recettes d'impôt sur le revenu nettes des remboursements et des dégrèvements ; (3) Hors CSB

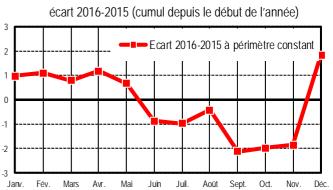
Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)





Recettes non fiscales (en milliards d'euros)



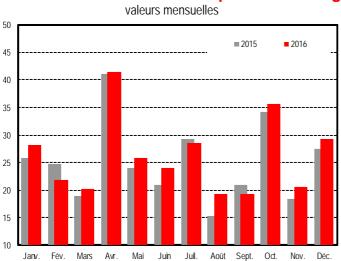


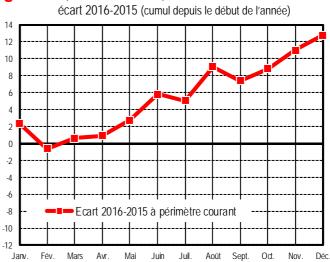
Avertissement : les pourcentages d'évolution ne sont pas significatifs lorsque le nombre figurant au dénominateur est petit et, de ce fait, ne sont pas affichés (mention « n.s. »).

Dépenses (hors remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	Niveaux à la	Variations à la	ns à la fin décembre	
ะท เกเมเบาร น ะนเบร	2015	2015	2016	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotation des pouvoirs publics	988	988	988	0,0%	0,0%
Dépenses de personnel	121 569	121 569	123 191	1,3%	1,4%
Dépenses de fonctionnement	51 605	51 605	52 760	2,2%	1,4%
Charges de la dette de l'État	42 136	42 136	41 447	-1,6%	-1,6%
Dépenses d'investissement	10 852	10 852	11 000	1,4%	1,5%
Dépenses d'intervention	73 618	73 618	83 824	13,9%	0,7%
Dépenses d'opérations financières	806	806	1 151	42,8%	41,3%
Dépenses du budget général	301 575	301 575	314 361	4,2%	0,9%
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	50 528	50 528	46 461	-8,0%	-8,2%
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	19 702	19 702	18 996	-3,6%	-3,6%
Prélèvements sur recettes	70 230	70 230	65 457	-6,8%	-6,9%
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	371 805	371 805	379 818	2,2%	-0,5%

Dépenses du budget général (en milliards d'euros)





Lois de finances – exécution (hors FMI)

	2014				2015			2016	
en millions d'euros	LFI	LFR1	LFR2	EXE	LFI	LFR	EXE ⁽⁵⁾	LFI	LFR
Dépenses	383 635	380 235	379 475	377 656	371 491	372 827	371 805	380 781	381 180
Prélèvements sur recettes	74 417	74 417	74 678	74 774	71 471	70 434	70 230	67 474	65 497
Dépenses du budget général (1) (2)	309 218	305 818	304 797	302 883	300 020	302 393	301 575	313 307	315 682
- dont dépenses financées hors fonds de concours	305 312	301 912	300 891	299 193	296 096	297 569	296 462	309 736	312 111
Recettes	302 077	297 310	290 463	291 946	297 250	298 320	299 656	307 080	305 405
Recettes fiscales nettes (3)	284 354	279 038	272 368	274 307	279 091	278 759	280 132	287 861	285 293
Recettes non fiscales	13 817	14 366	14 190	13 949	14 234	14 736	14 412	15 648	16 542
Fonds de concours	3 906	3 906	3 906	3 690	3 925	4 825	5 113	3 571	3 571
Solde des comptes spéciaux (4)	-1 025	-1 025	44	155	-187	1 167	1 624	1 387	5 813
Dont avances aux collectivités territoriales	400	400	1 066	838	-216	504	74	827	827
Solde général d'exécution (hors budgets annexes) (4)	-82 583	-83 950	-88 967	-85 555	-74 428	-73 339	-70 524	-72 314	-69 962
Pour mémoire : remboursements et dégrèvements	102 056	97 743	96 255	96 131	99 475	101 789	103 185	100 164	104 757

⁽¹⁾ hors remboursements et dégrèvements (2) le montant des dépenses financées par les fonds de concours est égal, par convention, à celui des recettes encaissées à ce titre (3) nettes des remboursements et dégrèvements (4) hors FMI (5) Données définitives de l'exécution 2015.

